

où les mineurs eux-mêmes s'associent à ce travail.

Mais nous l'avons vu, les mineurs ne remettent pas seulement en cause les conditions de sécurité dans les fosses, mais ils dénoncent les faits multiples de l'exploitation qu'ils subissent. Ce faisant avec les communistes, ils construisent la démonstration selon laquelle les conditions de travail et de vie qui sont celles des mineurs aujourd'hui ne sont, elles aussi, pas dues à la fatalité. Face à la propagande bourgeoise qui répand l'idée que les mines constituent un secteur voué par l'« évolution du progrès » à dépérir, les mineurs avec les communistes, construisent la démonstration que la liquidation des mines, la fermeture des puits n'est pas due à la fatalité mais à un choix précis de société. Comme le dit Max Cluzot dans son article sur le Parti de type nouveau :

*« Il n'y a pas d'un côté le Parti qui apporte le point de vue prolétarien, de l'autre les masses qui reçoivent ce point de vue, il y a l'élabo-ration conjuguée de ce point de vue ».*

A travers la démarche de la Commission Populaire d'Enquête il ne s'agit pas simplement d'accumuler un certain nombre de faits partiels mais d'arriver à montrer à partir de ces éléments la logique qui les sous-tend, montrer que c'est l'organisation de cette société qui est en cause : non pas simplement les principes de fonctionnement de toute société capitaliste mais ceux de l'impérialisme français à son stade actuel de crise politique. La bataille que mène notre Parti sur Liévin pose directement la question : en quoi la situation de la mine aujourd'hui est-elle liée à un certain choix de société : alors que la bourgeoisie développe toute une campagne sur la crise énergétique, sur la pénurie qui seraient dues aux exigences « abusives » des pays du Tiers-Monde, elle laisse sous terre des millions de tonnes

de charbon. On ne peut séparer la situation qui est faite aux mineurs aujourd'hui des choix énergétiques de l'impérialisme français qui, aujourd'hui, développe temporairement la relance « aux moindres frais ». La bataille que mène notre Parti sur Liévin doit aboutir, en s'appuyant sur les faits, à une mobilisation sur les choix énergétiques de notre société, choix liés à sa nature impérialiste ; il s'agit de combattre cette politique de liquidation en termes politiques en montrant qu'elle est due à un choix précis de société et qu'un autre choix est possible.

Demain cette bataille peut se traduire par des luttes massives posant un certain nombre de revendications mais à travers ces luttes ce sera toujours la même question qui sera posée, car on ne peut séparer la lutte pour la sécurité, pour de meilleures conditions de vie et de travail, de la lutte pour le maintien des puits dans la mesure où les manques de sécurité, les conditions de travail et de vie que subissent les mineurs sont directement liés au choix délibéré de la bourgeoisie de liquider ses propres ressources énergétiques.

Mais condamner la politique énergétique de l'impérialisme français ne suffit pas si dans le même temps les communistes ne montrent pas qu'un autre choix est possible. Pour répondre aux questions que se posent les mineurs, le Parti doit définir ce que sera la politique énergétique de la France socialiste de demain, une politique énergétique qui ne sera plus fondée sur le pillage du pétrole des pays du Tiers-Monde et qui, face à l'impérialisme américain et au social-impérialisme soviétique, devra compter avant tout sur ses propres forces : dans ce cadre, le charbon tiendra une place importante. La mine aujourd'hui condamnée par le capitalisme, le pouvoir des ouvriers et des paysans la mettra pleinement en valeur et, parce que la production sera gui-



dée par la recherche des besoins des masses, les mineurs connaîtront des conditions meilleures. Mais les mineurs ne peuvent croire les communistes « sur parole ». Ils ont derrière eux l'expérience du P « C » F au gouvernement et comme nous le disait un mineur de la fosse 7 : « je n'oublierai jamais que c'est eux qui m'ont rendu silicosé à 25 ans en 47... ».

Dans les fosses, les délégués révisionnistes de la CGT parlent souvent de l'URSS et des pays de l'Est, souvent dans « la tribune des Mineurs » on peut lire des petits entrefilets consacrés à la politique charbonnière de l'URSS et de la Pologne. Comme nous le disait récemment un mineur, ancien membre du P « C » F et qu'il a quitté lors de l'invasion de la Tchécoslovaquie : « dans ma fosse le délégué CGT nous parle sans arrêt de la Russie, là-bas ça se passe comme-ci, comme-ça... il parle de la Russie mais ici il ne fait

strictement rien pour nous défendre et pour moi, en Russie c'est pareil que dans les pays capitalistes, les ouvriers sont exploités les gars en ont marre de l'entendre parler sans arrêt de la Russie... ».

Dans le bassin minier beaucoup de mineurs sont d'origine polonaise, ils ont émigré en France entre les 2 guerres et beaucoup ont pris aujourd'hui la nationalité française. Certains, de temps en temps, retournent en Pologne ou reçoivent de la correspondance de ce pays... Pour beaucoup de ces mineurs le terme communiste évoque la misère et la répression. Certains se refusent à discuter politique parce que « la politique communiste, comme celle de la bourgeoisie ne change rien au sort de l'ouvrier et là-bas, c'est pareil, même pire qu'ici ».

Face à la restauration du capitalisme en URSS et dans les pays de l'Est, le Parti doit largement faire connaître la réalité vivante du so-